

République Française - Département du Tarn
**Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de Saint-Lieux-lès-Lavaur**

Nombre de membres		L'an deux mille quatorze et le vingt mars	
<u>Afférents au Conseil Municipal</u> : 15		à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel, de ses séances, sous la présidence de Monsieur Max BERJONT, Maire	
<u>En exercice</u> : 14		<u>Etaient présents</u> :	
<u>Présents</u> : 11		BERJONT Max, CORMIGNON Gilles, Gontier Serge, GARCIA Sandrine, MEREAU Geneviève, MESSONNIER André, GARDES Michel, TICHIT Jean-Claude, DE LUCA Muriel, SALVAN Daniel, GOMBAULT Pascale	
Vote		<u>Etaient absents</u>	
<u>Pour</u> : 12		Sylvie PRADELLES-LATCHE, Nathalie LOUBAT – Nicolas ARNAL	
<u>Contre</u> : 0		<u>Avait donné procuration</u>	
<u>Abstention</u> : 0		Nathalie LOUBAT à Gilles CORMIGNON	
		<u>Secrétaire de séance</u>	
		Sandrine GARCIA	
Date de la convocation 14 mars 2014		Acte rendu exécutoire après dépôt en sous préfecture Le Et publication le	

Objet de la délibération
Droit de Prémption Urbain

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal l'article L.211-1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé d'instituer, sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future, telles qu'elles sont définies au PLU, un droit de préemption.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations. La collectivité devient ainsi, en cas de vente dans les périmètres qu'elle aura délimités, acquéreur prioritaire.

Monsieur le Maire rappelle les objectifs d'aménagement définis à l'occasion de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et propose au conseil municipal d'instituer le droit de préemption urbain sur le nouveau périmètre des zones urbaines (U) et zones à urbaniser (AU) du P.L.U. approuvé par délibération du 20 mars 2014.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
et en avoir délibéré, **le Conseil Municipal, à l'unanimité**

- **DECIDE** d'instituer le droit de préemption urbain sur le nouveau périmètre des zones U et AU du P.L.U. telles que définies au plan joint ;
- **PRECISE** que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire après :
 - * un affichage en mairie de cette délibération pendant 1 mois,
 - * une publicité de cet affichage dans 2 journaux diffusés dans le département
- **DIT** que le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier du PLU conformément à l'article R.123-13 du Code de l'Urbanisme.
- **DIT** qu'une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise :
 - à Monsieur le Préfet,
 - à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à la Chambre Départementale des Notaires,
- au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance de **CASTRES**
- au Greffe du même Tribunal.

- **DIT** qu'un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme.



pour extrait conforme